



Le 31 janvier 2024

Monsieur le Président de la République,

Palais de l'Élysée

55 rue du Faubourg St Honoré

75008, Paris

Sommet européen: appel à former une coalition au Conseil contre l'accord UE-Mercosur

Monsieur le Président de la République,

Alors que partout en Europe, la colère des agricultrices et agriculteurs résonne, le Sommet européen extraordinaire qui se tiendra à Bruxelles ce jeudi 1er février doit leur apporter des réponses claires et concrètes.

Les agricultrices et agriculteurs font face à de nombreux obstacles à la viabilité de leur activité. La copie actuelle de la Politique Agricole Commune (PAC) est bien sûr en cause, et vous connaissez nos propositions pour une PAC plus juste. Mais, ce jeudi, la France doit aussi porter haut et fort une autre revendication portée par le mouvement agricole : l'arrêt de l'accord commercial UE-Mercosur.

Monsieur le Président, vous vous êtes ces dernières années publiquement exprimé à plusieurs reprises en opposition à ce Traité de libre échange en gestation. La mobilisation en cours partout en France et en Europe vous oblige. Ce jeudi, il faut passer des paroles aux actes.

Vous savez que l'opposition de la France à l'accord ne saurait suffire : **œuvrez dès ce Sommet européen à la formation d'une coalition d'États membres contre l'accord UE-Mercosur.** D'autant plus qu'il y a urgence : la Commission européenne a annoncé vouloir clore les négociations fin février. Si la France n'agit pas pour former une telle coalition, votre opposition restera une opposition de façade. Les efforts de coalition déployés par le gouvernement sur d'autres dossiers, notamment celui du nucléaire pour lequel la France s'est alliée avec les pays pro-gaz européens, interpellent sur son réel engagement à faire tomber l'accord UE-Mercosur.

Par ailleurs, il ne pourra suffire de demander le report des négociations. Il est urgent d'arrêter cet accord non pas temporairement par simple opportunisme électoral, mais à cause du danger social et environnemental qu'il représente, qui sera toujours le même après juin 2024. En effet cet accord de commerce, en plus de dévier de l'Accord de Paris et des objectifs de protection de la biodiversité, viendra mettre en compétition les produits agricoles

européens avec des produits qui ne répondent pas aux mêmes standards sociaux, environnementaux et phytosanitaires. Rien qu'au Brésil, plus de 500 pesticides sont autorisés, dont 150 sont interdits dans l'UE. Cet accord va encore augmenter les exportations de pesticides de l'UE vers le Mercosur, dont des pesticides bannis dans l'Union européenne. Par ailleurs, les importations de viande bovine en provenance du Mercosur passeront de +23 % à +52 % d'ici 2030. La révolte agricole actuelle et ses revendications légitimes pour un revenu plus juste doivent être entendues. Mais l'opposition à l'accord UE-Mercosur ne doit pas s'arrêter là et attendre une accalmie pour que les négociations reprennent.

Enfin, **il faut exiger clairement, à la fois comme position française et via cette coalition, l'abandon de la scission de l'accord**, par laquelle la Commission souhaite empêcher les parlements nationaux de pouvoir s'exprimer sur la composante commerciale de l'accord.

Monsieur le Président, au lieu de vous laver les mains de l'aboutissement de cet accord de commerce injuste et non-durable, entendez la révolte des agricultrices et agriculteurs et agissez pour empêcher cet accord au Sommet européen de ce jeudi, pour un engagement pérenne contre l'accord UE-Mercosur.

Marie Toussaint, Députée européenne, Groupe des Verts/ALE

Cyrielle Chatelain, Députée à l'Assemblée nationale, Présidente du Groupe écologiste

Guillaume Gontard, Sénateur, Président du Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires

David Cormand, Député européen, Co-président de la délégation Europe Écologie du Groupe des Verts/ALE

François Alfonsi, Député européen, Groupe des Verts/ALE

Christine Arrighi, Députée à l'Assemblée nationale, Groupe écologiste

Guy Benarroche, Sénateur, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires

Benoît Biteau, Député européen, Groupe des Verts/ALE

Grégory Blanc, Sénateur, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires

Damien Carême, Député européen, Groupe des Verts/ALE

Ronan Dantec, Sénateur, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires

Gwendoline Delbos-Corfield, Députée européenne, Groupe des Verts/ALE

Karima Delli, Députée européenne, Groupe des Verts/ALE

Thomas Dossus, Sénateur, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires

Jacques Fernique, Sénateur, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires

Claude Gruffat, Député européen, Groupe des Verts/ALE

Antoinette Guhl, Sénatrice, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires

Yannick Jadot, Sénateur, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires
Julie Laernoès, Députée à l'Assemblée nationale, Groupe écologiste
Monique de Marco, Sénatrice, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires
Akli Mellouli, Sénateur, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires
Mathilde Ollivier, Sénatrice, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires
Sébastien Peytavie, Député à l'Assemblée nationale, Groupe écologiste
Marie Pochon, Députée à l'Assemblée nationale, Groupe écologiste
Raymonde Poncet-Monge, Sénatrice, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires
Jean-Claude Raux, Député à l'Assemblée nationale, Groupe écologiste
Caroline Roose, Députée européenne, Groupe des Verts/ALE
Sandrine Rousseau, Députée à l'Assemblée nationale, Groupe écologiste
Daniel Salmon, Sénateur, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires
Mounir Satouri, Député européen, Groupe des Verts/ALE
Sabrina Sebaihi, Députée à l'Assemblée nationale, Groupe écologiste
Ghislaine Senée, Sénatrice, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires
Anne Souyris, Sénatrice, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires
François Thiollet, Député européen, Groupe des Verts/ALE
Mélanie Vogel, Sénatrice, Groupe Écologiste – Solidarité et Territoires